

## Rapport introductif aux travaux du Conseil national de juin 1970

# La stratégie du parti

Depuis deux ans, les interventions du Parti se sont développées sur de nombreux fronts de lutte. Notre ligne a été définie et approfondie par ses instances nationales : Congrès, Conseils, Rencontres de secteurs. La réalité des situations nous a amené à des formes d'action adaptées selon les secteurs : secteur paysan, secteur étudiant ou secteur ouvrier par exemple. En outre, la situation politique d'ensemble a évolué très vite pendant ces deux ans, ce qui a provoqué un changement dans nos relations avec un certain nombre d'organisations, et d'abord avec le Parti Communiste Français.

Au moment où un Conseil National va nous permettre de préciser les orientations sur deux points essentiels, le contrôle ouvrier et la campagne sur le cadre de vie et aussi de définir la tactique du Parti pour les élections municipales, il a semblé au Bureau National qu'il serait utile de présenter dans un document synthétique, constitué par le présent rapport, un rappel de notre analyse de la situation, de la stratégie du Parti, de l'application de cette stratégie sur les différents fronts et des difficultés qu'elle rencontre.

Ce document n'est donc pas l'objet de la délibération du Conseil National, sauf le cas où les camarades considéreraient que l'orientation donnée au Congrès de Dijon n'a pas été correctement appliquée. Il est simplement la présentation par le Bureau National de l'ensemble des éléments formant la stratégie du Parti, tels qu'ils ont été votés par les congrès et conseils, Direction Politique Nationale ou Bureau lui-même, et l'explication de la pratique suivie pour appliquer ces décisions, même dans les cas où des changements importants sont intervenus.

Le travail novateur du Conseil National se fera, sur le contrôle ouvrier, sur le cadre de vie, sur les élections municipales et bien sûr dans la résolution politique générale, à partir des réflexions des groupes et sections et selon les formes d'élaboration que suggère la « note de procédure sur la préparation du Conseil National ».

Ce rapport comprend deux parties :

- l'analyse de la situation politique présente ;
- la présentation de la stratégie du P.S.U.

## La situation politique

### La montée des luttes

Le trait le plus caractéristique de la période présente par rapport aux premières années du gaullisme est le durcissement des luttes sociales.

Depuis la prise de conscience soudaine et l'explosion de Mai 68, cette étape nouvelle de la situation a pris les formes suivantes :

- maintien d'une forte combativité ouvrière, sensible

surtout sur les problèmes de conditions de travail,

- multiplication de luttes largement suivies, mais limitées à telle entreprise ou à telle catégorie de travailleurs, à partir de mots d'ordre qualitatifs correspondant avec précision à la situation de l'entreprise,
- difficulté d'unifier ces luttes sur des mots

d'ordre globaux et, depuis la grève manquée de l'E.D.F. et l'offensive gouvernementale sur les contrats de progrès, pause dans le développement du mouvement,

- depuis Mai 68, on enregistre une extension de la crise sociale à d'autres secteurs où des luttes s'engagent sans que leurs perspectives soient politiquement tou-

jours très claires : paysans, commerçants,

- enfin, dans les secteurs moins directement liés à la production, et plus au financement d'Etat, progression d'une crise rampante aux niveaux d'acuité très différents, mais sans perspective de solution dans l'Education Nationale aussi bien que dans la recherche scientifique ou la santé.

## Le capitalisme est-il acculé à la crise ?

Toutes ces situations de luttes et de crises sectorielles traduisent un approfondissement des contradictions au sein desquelles se débat le capitalisme français. Rappelées dans les thèses, les raisons n'ont rien perdu de leur acuité depuis, au contraire :

- l'ouverture de plus en plus large des frontières oblige le capitalisme français à s'adapter très vite à une concurrence internationale à laquelle il est peu préparé ;

- cette mutation très rapide est mal supportée par les éléments archaïques du capitalisme français, qu'il s'agisse de certaines grandes entreprises soit publiques, soit privées, qui vivaient grâce à une protection efficace, ou qu'il s'agisse surtout de petites et moyennes entreprises archéo-capitalistes dans bien des cas, et incapables de parvenir aux taux modernes de productivité (agriculture, distribution, bâtiment, cuirs et peaux, textiles naturels, confection et dans une certaine mesure mécanique...);

- cela aggrave l'importance et la fréquence des arbitrages économiques et sociaux que doit rendre l'Etat, chargé par le capitalisme de régler ses contradictions internes. Mais la tradition jacobine de l'Etat français se prête mal à cette évolution - : centralisée pour des raisons de police générale, mais non d'intervention économique détaillée, il est complètement engorgé, voire paralysé par la multiplicité des tâches nouvelles qui lui incombent pour le compte de la classe dirigeante et qu'il ne peut déléguer puisqu'il a fait déperir toutes les collectivités décentralisées ;

- enfin, ce besoin d'intervention accru adressé à un Etat apoplectique par des secteurs capitalistes impuissants à résoudre par eux-mêmes leurs contradictions se produit à une époque où précisément l'Etat national est une forme de moins en moins adaptée aux problèmes réels du capitalisme avancé.

Ses instruments d'intervention sont d'une inefficacité croissante devant les moyens des

grandes firmes multinationales qui, aujourd'hui, détiennent la réalité du pouvoir. Nos sociétés d'aujourd'hui sont de plus en plus modelées par les grandes entreprises dont le modèle d'organisation, les formes de commandement et les sécrétions idéologiques tendent à régir progressivement non seulement les usines, mais la société tout entière. Ce processus échappe totalement au contrôle des Etats, alors que ses conséquences sociales multiplient les occasions de recours à ces Etats pourtant incapables d'arbitrer puisque ne contrôlant pas la réalité actuelle du pouvoir.

Mais l'examen du niveau actuel de ces contradictions ne conduit pas à la perspective d'une crise majeure dans l'immédiat. En effet, ces contradictions atteignent moins directement la société capitaliste dans son fonctionnement économique, que dans son équilibre social. Elles aboutissent à une multiplication des conflits sectoriels, à une aggravation du désordre. Elles ne peuvent provoquer une mise en question du régime que si, au-delà de leur évolution propre, un grand travail politique est fait pour orienter la prise de conscience de chacune des couches sociales concernées par ces crises vers les solutions socialistes et l'alliance nécessaire avec la classe ouvrière.

De plus, le capitalisme dispose de stratégies de défense. Il en existe essentiellement deux, contradictoires, que défendent des éléments différents du patronat en même temps que des fractions hostiles de l'U.D.R. :

- la première est la fuite en avant dans la concentration internationale, la rationalisation capitaliste et l'expansion rapide, même au prix pourtant redouté de l'inflation. Cette stratégie est génératrice de gros profits pour les groupes financiers, elle peut assurer leur avenir, elle risque de s'accompagner d'une très grande négligence des besoins collectifs et surtout elle heurte de plein fouet les intérêts de tout le secteur archaïque de la production et du commerce français. Dans sa logique, il y a à terme la rupture du gouvernement

avec la petite bourgeoisie provinciale, les P.M.E., etc., et le besoin d'une alliance de substitution que l'intégration souhaitée du mouvement syndical cherche à préfigurer ;

- la deuxième stratégie de défense du capitalisme est au contraire le repli nationaliste, pour diminuer l'intensité des contradictions internes du capitalisme. Cette stratégie exige une protection pour limiter les inconvénients du décrochage de la compétition internationale et une répression aggravée pour empêcher l'expression politique des besoins insatisfaits et notamment ceux de la classe ouvrière dont le pouvoir d'achat risquerait de faire

les frais essentiels d'une telle opération.

Les derniers arbitrages (Pompidou sur le VI<sup>e</sup> Plan) laissent penser que la première stratégie est la plus probable. Mais la seconde a aussi de nombreux défenseurs au sein de la majorité U.D.R. En fait le pouvoir est à la recherche d'un compromis.

Notre propre stratégie doit de toute façon être articulée de manière à pouvoir faire face à l'une ou l'autre situation, tout en sachant qu'actuellement, des éléments de l'une et de l'autre coexistent dans la politique du régime.

## Le compromis actuel

Le Gouvernement Pompidou-Chaban essaie de définir un compromis assez clair entre ces deux stratégies :

- pour laisser les mains libres aux grands groupes financiers, on brise méthodiquement les moyens financiers et administratifs d'intervention de l'État. C'est un des points parmi d'autres sur lesquels la théorie du « capitalisme monopoliste d'État » ne rend pas compte de la situation ;
- on tente de toucher le moins possible aux rentes et privilèges des couches archaïques de la bourgeoisie ou de les remplacer par des allègements fiscaux, des allocations temporaires et des indemnisations ;
- on cherche l'appui des couches modernes de la production ;
- on tente une offensive de séduction vis-à-vis du mouvement syndical : reconnaissance de la section syndicale d'entreprise, contrats de progrès, actionnariat, mensualisation... ;
- enfin, on intensifie la répression pour rassurer l'électorat réactionnaire et pour tenter de couper les militants révolutionnaires de la masse ouvrière. Quelques provocations peuvent au besoin y aider (Nanterre...).

Mais ce compromis, s'il est relativement stable à cause de la faiblesse du courant socialiste révolutionnaire, est peu efficace, et le régime est en partie paralysé : il lui est difficile, en effet, d'établir clairement le compromis avec le véritable partenaire capable d'en garantir le respect: le Parti Communiste. Celui-ci a de plus en plus de mal en effet à cautionner la politique de répression qui risque de l'atteindre, et l'absence de choix politiques clairs fait que l'anticommunisme reste le seul ciment efficace de la majorité hétéroclite rassemblée par l'U.D.R. De plus, le P.C.F. est obligé de durcir l'apparence extérieure de sa politique sous la pression de la

contestation de gauche et ne peut donc se prêter réellement à ce jeu. La marge de liberté du pouvoir est en fait très faible. Il va de concessions en concessions sans avoir de possibilité réelle de modifier les attitudes de sa propre base : la stratégie du bluff nommé VI<sup>e</sup> Plan a été définie et imposée par le patronat, le gouvernement n'a pas la possibilité réelle de s'opposer à une couche sociale tout entière, commerçants par exemple.

Le résultat le plus clair est qu'aujourd'hui les éléments réformistes du pays, au lieu de jouer le jeu du dialogue avec le gouvernement, passent le plus souvent à la pression directe, et parfois des luttes d'envergure sont animées par le courant réformiste. C'est très clair dans l'enseignement (seconde langue, médecine, maternelles, grève des parents sur les pensions d'internat) où même si les luttes les plus amples ont été déclenchées par le courant révolutionnaire, elles se sont développées sur des mots d'ordre réformistes et avec une base de masse réformiste.

Ce l'est aussi dans le secteur industriel : lutte contre le contrat de progrès E.D.F.

Ce l'est encore dans le secteur du commerce, où l'on aurait tort de classer simplement comme poujadistes tous les animateurs des luttes actuelles. Sur le front agricole, le courant réformiste est en difficulté et des luttes sont effectivement conduites par des militants révolutionnaires, mais cela tient à la fois au caractère insurmontable des contradictions et au fait que les paysans révolutionnaires n'ont jamais cessé de s'appuyer sur une plateforme claire, compréhensible, fondée sur les réalités quotidiennes de la vie paysanne et apportant des solutions réelles, apparaissant comme réalisables au prix d'un renversement du régime et d'une alliance avec la classe ouvrière.

## Conclusions pour notre propre stratégie

Il faut s'attendre à une aggravation de la répression, ce qui doit nous conduire à mener plus intensément une politique unitaire tout en ne renonçant en rien à l'orientation révolutionnaire. L'hypothèse d'une fascisation du régime paraît cependant exclue, les conditions économiques et sociales d'une telle évolution n'étant guère réunies. La possibilité est ouverte d'élargir l'assise du courant révolutionnaire vers les couches réformistes, en leur faisant constater leur impuissance. La démission du doyen Ricoeur est un des signes de cette situation, l'échec du contrat Berliet un autre, le blocage total de la situation en médecine ou en architecture est encore un signe de même nature, de même enfin que l'impuissance visible du courant réformiste agricole.

Mais cette possibilité ne peut être réalisée qu'autour des plates-formes de luttes concrètes. Le rôle de ces plates-formes de luttes n'est pas de permettre le rassemblement autour de thèmes prophétiques de militants convaincus d'avance ; cela n'a aucun intérêt ; le rôle de ces plates-formes est au contraire de fournir des objectifs immédiats sur lesquels puissent combattre ensemble de grandes masses de militants, ouvriers, employés, paysans ou étudiants. C'est la logique de la lutte qui doit provoquer des ruptures, et non la rédaction de la plate-forme qui doit les supposer acquises d'avance.

Sur ce point toujours délicat, il faut se souvenir du grand exemple du Parti des travailleurs du Vietnam. Malgré des difficultés internes considérables, il a pu en 1936 ajouter à l'objectif jugé révolutionnaire de l'époque, l'indépendance, une plate-forme économique et sociale répondant aux exigences immédiates des travailleurs et sans la lier au préalable de l'indépendance.

Notre tâche est aujourd'hui de même nature, même si les formes de lutte sont différentes.

Enfin, le P.S.U. doit contribuer à ouvrir des fronts de lutte nouveaux dans tous les secteurs où les contradictions capitalistes le permettent. Au-delà de la production industrielle et agricole et de l'Université, la lutte doit s'étendre dans les domaines du cadre de vie, de la recherche, de la santé, de la culture et de l'idéologie.

C'est à ce prix que nous ferons évoluer tant les conditions objectives que les conditions subjectives d'une transformation socialiste de la France.

Bien entendu une stratégie socialiste ne peut se limiter à la France, et le développement international des luttes est une condition nécessaire de notre propre succès. Mais ce point sera soumis à un Conseil National ultérieur, et c'est donc délibérément qu'il n'est pas abordé ici malgré son importance.

# La stratégie du Parti

## Les situations

De l'analyse faite ci-dessus découle la nécessité d'une stratégie qui puisse s'adapter

- soit, dans l'hypothèse d'antagonismes sociaux violents, à un repli autoritaire nationaliste et répressif du régime. Dans ce cas, le P.S.U. doit développer les luttes autour d'objectifs et d'alliances à caractère démocratique explicitement présentés comme tels. Ces luttes sont à intensifier.

Ce doit être un des objectifs de nos contacts avec les groupes révolutionnaires, comme avec le P.C. de les développer sur une base plus large si nécessaire ;

- soit, dans l'hypothèse de luttes plus diversifiées et moins frontales, à un renforcement du grand capitalisme international avec acceptation par le gouvernement français des conséquences de cette

orientation : croissance rapide, besoins collectifs sacrifiés, déséquilibres sectoriels et régionaux, intégration politique dans la sphère impérialiste américaine.

Dans une telle situation, les luttes défensives frontales seront plus rares, la revendication de salaires moins motrice. Eh revanche, la crise idéologique s'accroîtra et les contradictions secondaires liées à la rationalisation capitaliste se multiplieront. Ce sont alors les objectifs qualitatifs, les objectifs de pouvoir qu'il faut traduire en plate-

forme pour mener des luttes de niveau avancé et ne pas laisser le grand capital s'installer dans un nouvel équilibre social.

Pour le moment, le compromis bâti par le régime semble assez stable même s'il le conduit à l'impuissance. Notre stratégie doit donc attaquer à la fois celle du grand capital moderne et celle des couches archaïques et répressives, quitte à s'accroître dans un sens ou dans l'autre selon l'évolution de la situation.

## La stratégie du courant socialiste

Elle se dégage assez simplement des analyses qui viennent d'être faites. En effet, dans le compromis actuel qu'il tente de bâtir, le capitalisme a tout à la fois besoin d'assurer la concentration et la rationalisation de son outil de production, et besoin de compenser les sacrifices qu'il doit faire dans ce but par une pression accrue sur les besoins collectifs et les conditions générales de vie en dehors de la production.

Ce sont ces opérations qu'il faut empêcher, la première en refusant une organisation de la production au seul profit des propriétaires des moyens de production et par conséquent en soutenant immédiatement l'exigence du contrôle par les travailleurs des décisions qui les concernent, et la seconde en développant un vaste mouvement populaire de défense du cadre de vie et de lutte contre toutes les formes de dégradation que le capitalisme fait subir au cadre de vie tant urbain que rural.

Ces deux axes de lutte, contrôle ouvrier et défense du cadre de vie, doivent se développer dans les années qui viennent comme les deux mâchoires d'une tenaille enserrant le grand capital industriel et financier et son appareil d'Etat. L'objectif final de cette stratégie est d'empêcher cet ensemble — grand capital financier et appareil d'Etat — de réussir à reprendre en main l'appareil de production du pays, en intégrant les travailleurs à son système de décision par une apparence de participation, et de l'empêcher en même temps de réaliser sur le dos des masses populaires par le sacrifice des besoins collectifs les économies qu'il a besoin de faire pour augmenter massivement les profits qu'il veut réinvestir.

Si la force des luttes menées dans les années qui viennent autour de ces deux axes est suffisante, le résultat devrait en être une augmentation de la combativité ouvrière et paysanne dans la production et une prise de conscience populaire très large sur les causes de l'aliénation croissante due aux formes de la vie quotidienne dans le capitalisme. De plus, si le développement des luttes le permet, le capitalisme sera obligé de compenser sur d'autres terrains ce qu'il ne pourra pas assurer sur ces deux-là et cela l'amènera à aggraver sa pression sur les couches archaïques, donc à aggraver la contradiction entre ses besoins de développement et sa base électorale. Ainsi a quelques chances d'être créée une crise réelle du pouvoir politique de la bourgeoisie et se trouvera posé autrement qu'en rêve le problème de la prise du pouvoir par les travailleurs. Mais il est nécessaire pour que les luttes prennent cette dimension et cette orientation, qu'elles soient toujours reliées politiquement par l'identification de l'adversaire : le capitalisme mondial dans sa phase impérialiste. C'est le sens de la 3<sup>e</sup> campagne du P.S.U., contre l'impérialisme, que de toujours rappeler ce lien.

Ces luttes doivent être conduites de manière à répondre aussi concrètement que possible aux préoccupations actuelles des travailleurs. Ainsi se créera un climat de confiance entre la base et les éléments responsables, une capacité d'organisation démocratique des luttes qui devra nous permettre également de donner une assise très large aux luttes défensives que l'orientation de plus en plus répressive du régime nous amènera à multiplier.

## Les objectifs de lutte

Un axe de lutte n'est pas à lui seul un objectif. C'est seulement une manière d'organiser dans le

temps et dans l'espace une suite régulière de luttes d'ampleur croissante. Mais chacune d'entre elles

n'en doit pas moins répondre à des objectifs tactiques parfaitement définis en même temps qu'elle doit se faire autour d'une plateforme simple et concrète. C'est sur ces objectifs que devront porter les débats du Conseil National.

## Le contrôle ouvrier

La définition de cet axe de lutte vise à empêcher le régime d'assurer la réorganisation technocratique du capitalisme français. C'est notamment le problème des contrats de progrès, mais plus généralement c'est le problème du maintien et de l'extension des possibilités de contestation, de désaccord et de lutte.

La réponse consiste à poser dans tous les secteurs de la production le problème inconvenant, celui du pouvoir. Qui commande, au nom de qui ?

Mais ce mot d'ordre central répond aussi à d'autres objectifs politiques. La lutte pour le contrôle permet de développer les forces collectives de la classe, ouvrière. Elle lui permet de découvrir les forces et les faiblesses de l'adversaire patronal, ses liaisons avec l'appareil d'Etat, elle lui permet aussi de découvrir pour ensuite les maîtriser les mécanismes de la gestion de l'entreprise.

La lutte pour le contrôle exige l'organisation de la démocratie collective des travailleurs. Elle favorise la cohésion de la classe ouvrière, améliore sa capacité de mobilisation et de riposte rapide au patronat et la prépare à ses futures responsabilités de la période de transition.

Sur ce point, la tâche fondamentale du Conseil National consiste à faire l'examen complet des luttes menées, de leurs enseignements et de leurs perspectives.

- Quels sont, dans le court terme, les objectifs immédiats au contrôle desquels les travailleurs sont le plus sensibles (normes, cadences, embauche, grille des salaires, licenciements, lutte contre le secret commercial et comptable) ?
- Quelles sont les extensions possibles du contrôle (décisions de la hiérarchie, nominations et promotions, organisation de la production, conversions d'entreprise) ?
- Une fois un contrôle imposé, comment en défendre l'existence ? Peut-on se limiter à une guerre de guérilla sociale où chaque contrôle arraché soit logiquement suivi d'un retrait, ce qui finalement serait peu coûteux pour le capitalisme.
- Quelles formes de démocratie ouvrière peuvent permettre d'éviter l'intégration d'un contrôle que l'on arriverait à maintenir durable.
- Dans l'hypothèse d'un développement du mot d'ordre et des luttes pour le contrôle, vers quel type de gestion d'entreprise s'oriente-t-on ?
- Comment se partagent les tâches entre militants

politiques et syndicaux dans ce type de luttes ? Comment l'objectif du contrôle peut-il être compatible avec une stratégie syndicale, quelles suggestions doivent faire sur ce point les militants politiques aux organisations de masse de la classe ouvrière ?

C'est à toutes ces questions qu'après enquête attentive sur leurs expériences, les sections et fédérations du Parti doivent répondre au Conseil National.

## La campagne sur le cadre de vie

Cet axe de lutte tend à empêcher le régime de trouver un équilibre politique stable en assurant une croissance rapide de la production tout en négligeant complètement le secteur des besoins collectifs.

Cette campagne ne démarre que lentement. En dehors des bons résultats obtenus sur les transports, à Paris et à Nancy, les camarades n'ont pas su donner à cette campagne l'immense extension dont elle a besoin pour dépasser le stade de l'autosatisfaction des militants et créer une prise de conscience large de l'exploitation diffuse à laquelle se livre le capitalisme sur nos conditions quotidiennes de vie.

Sur ce point encore, les sections devront déterminer :

- les points sur lesquels la sensibilité populaire est grande (manque de logements, loyers, transports, manque d'écoles, équipements trop lointains, ou insuffisants, laideur urbaine...);
- les points sur lesquels des actions de masse sont possibles ;
- les formes d'exploitation politique pouvant suivre le déroulement de ces actions de masse sur des objectifs élémentaires pour faire progresser le niveau de conscience à partir de l'expérience de la lut-et (et non avant !);
- les alliances possibles pour mener ces luttes ;
- les formes d'organisation de masse capables de les mener de manière permanente (comités de quartier, comités d'usagers, associations larges, à défaut cartels d'organisation, etc.). Il s'agit ici de faire naître les formes de démocratie collective de masse qui permettront de donner sa vraie dimension à la lutte et seront les bases indispensables de la période de transition ;
- la plate-forme générale de présentation politique des problèmes du cadre de vie qui doit servir de référence à chacune de ces luttes.

Le Conseil National devra définir à partir de ces travaux le sens et le contenu des luttes sur le cadre de vie.

## Les objectifs défensifs

Le développement de notre stratégie offensive selon les deux axes qui viennent d'être définis doit nécessairement s'accompagner de luttes défensives nombreuses sur tous les fronts où le régime accentue sa pression. Il faut dans tous les cas empêcher le régime de s'appuyer sur une base sociale large en utilisant ces contradictions internes.

Il est notamment beaucoup de cas où des mots d'ordre démocratiques, sans contenu explicitement socialiste, mais s'appuyant sur une tradition très enracinée, peuvent être efficaces. C'est notamment le contenu de la campagne contre la répression dans l'armée dont l'assise de masse ne peut encore être acquise que sur une base démocratique.

Lorsque le régime réprime, il faut éveiller la sensibilité de tous ceux qui sont attachés à la

légalité, fût-elle bourgeoise ; lorsqu'il fait pression sur la presse et l'information, il faut savoir rappeler les exigences de la vieille liberté de la presse ; dans le cas de l'agriculture et du petit commerce, il faut décrire comment le grand capital paupérise et dans certains cas (contrats d'intégration) prolétarise délibérément des couches sociales tout entières. Provoquer des réunions spécialisées pour roder et préciser notre plateforme directement au contact des intéressés.

Dans le cas de l'université et de la recherche, la logique « budget d'austérité — financement privé — asservissement au profit » — doit nous permettre d'amener à une conscience politique socialiste des gens qui n'en partent pas nécessairement.

Enfin, sur les déséquilibres régionaux, la même tâche d'explication des mécanismes capitalistes doit être inlassablement poursuivie.

## Les buts politiques ultérieurs au-delà des objectifs immédiats

Le problème n'est pas de préciser qu'il s'agit de la prise du pouvoir, il est de voir comment, à partir de ces luttes, arriver à changer le rapport des forces au point de rendre actuel le problème de la prise du pouvoir, qui est loin de l'être encore.

Dans l'ordre politique, les objectifs sont, à travers ces luttes :

- d'élargir les alliances ; il ne s'agit pas seulement des organisations voisines, ni même des membres d'organisations qui sont prêts à lutter à nos côtés et à qui il faut proposer des objectifs susceptibles d'être communs avant de leur poser le problème d'une orientation politique complète. Il s'agit bien davantage encore des innombrables non-organisés dont la mobilisation est la condition de la victoire et qu'il faut donc amener petit à petit à la lutte de masse ;
- de provoquer des ruptures reconnues fondées ; l'expérience, celle des luttes universitaires comme celle des luttes ouvrières ou paysannes, montre que les masses ne sont pas sensibles de manière directe à la nécessité des ruptures. On retrouve ici ce que disait Lénine de la tendance spontanément « trade-unioniste » de la classe ouvrière, remarque qui vaut pour l'ensemble des organisations de

masse et donc pour les syndicats. Cela implique qu'il y a une pédagogie de la lutte destinée à faire apparaître petit à petit les impasses du réformisme et la nécessité d'une politique de ruptures, découverte comme une conséquence de la lutte plutôt que comme la condition d'un accord préalable pour la déclencher ;

- enfin de consolider un certain nombre de positions acquises, tant dans le domaine de l'influence prise sur certains milieux que dans celui des positions stratégiques ou même institutionnelles ;

- dans l'ordre idéologique, nos luttes doivent avoir deux objectifs :

- développer de manière massive la prise de conscience des contradictions et l'absence de solutions réelles sans une transformation profonde des structures ;

- préciser à travers chaque lutte et ses différents objectifs les principaux axes autour desquels se construisent les rapports sociaux de la future société socialiste (voir thèse 9 de Dijon).

## La dynamique des luttes

Le fait constaté ci-dessus que, dans beaucoup de secteurs importants, les luttes soient récupérées par les éléments réformistes, constitue l'une des questions les plus difficiles posées aujourd'hui au Parti. Nos propres mots d'ordre — c'est sûrement le cas dans le secteur universitaire, et peut-être aussi dans d'autres secteurs — ne sont probablement pas assez liés à la situation concrète du milieu ou de la couche sociale concernée. Il faut s'adresser aux masses là où elles sont, en tenant le plus grand compte de leurs problèmes comme de leur niveau de prise de conscience.

Cela a été fait dans plusieurs cas : opérations Bouches-du-Rhône sur le contrôle, opérations Nord sur les conditions de travail aux Nouvelles Galeries, opérations Nancy et Paris sur les transports, et certaines luttes paysannes, mais pour l'essentiel, ce travail n'a pas été fait.

Il faut à cet égard retrouver l'usage des véritables enquêtes politiques, pour découvrir vraiment ce que pensent les masses et cesser de s'imaginer que les masses pensent et ressentent ce que les militants croient qu'elles pensent et ressentent.

Lorsque des mots d'ordre justes permettent le déclenchement de luttes de masses importantes, il faut pouvoir les développer.

Pour le faire, il est essentiel de lier chaque lutte, concrète à une vision d'ensemble de l'offensive, et c'est le sens du mot d'ordre de contrôle que de permettre cette unification des luttes autour de la stratégie générale du courant socialiste. La mise en œuvre de ces luttes doit d'autre part être petit à petit coordonnée. La stratégie qui consiste à attaquer le capitalisme en tenaille de manière de plus en plus massive, aussi bien dans le secteur de la production que dans celui du cadre de vie, doit s'appliquer sur le régime effectivement comme une tenaille dont les deux mâchoires dépendent de la même volonté et agissent en fonction l'une de l'autre. Il ne s'agit pas seulement d'une stratégie nationale. A l'échelon d'une région ou même d'une ville, il peut être essentiel de consolider un succès salarial ou un succès de contrôle arraché dans la production en empêchant les puissances financières locales de reprendre du souffle par une pression accrue sur le cadre de vie : réorganisation d'entreprises avec temps de transports accrus, augmentations de loyers après des augmentations de salaires, etc.

Enfin, la dynamique des luttes pose le problème de notre confrontation avec l'appareil d'Etat. Dans la situation présente, cette confrontation se fait sur deux terrains principaux, celui de la répression et de la violence et celui des élections. Sur le premier,

répression et violence, l'expérience des luttes récentes montre à l'évidence que l'appareil d'Etat cherche à utiliser des actions violentes isolées (opérations de commandos) pour justifier la répression. Ce n'est pas la voie que nous devons suivre, car les masses ne comprennent et n'admettent la violence que si elles la ressentent comme une riposte justifiée, comme une arme qu'elles utilisent elles-mêmes. Nous ne voulons pas nous laisser enfermer dans une théorie de la violence défensive, mais il doit être clair que notre force sera celle de l'appui des masses populaires à des mots d'ordre et des actions justes. Sur le second point, les élections, la pratique du parti est encore incertaine. Que quelques fédérations se soient trouvées, pour des raisons financières, hors d'état de présenter des candidats aux élections cantonales, est compréhensible, encore que discutable : le parti est en train de franchir le seuil limite des 5 % de moyenne, et dans bien des départements, l'opération cantonale a été équilibrée. Mais que quatre fédérations aient rendu public à l'extérieur leur refus de présenter des candidats pour des raisons politiques est proprement inadmissible. Autant le débat interne est et reste ouvert, autant l'application d'une discipline commune est un impératif à défaut duquel il n'y a plus de parti.

La ligne théorique (thèse n° 11 de Dijon) et la pratique du parti en ces matières ont pourtant été claires. S'il ne faut pas attendre des élections le renversement définitif du rapport des forces, qui ne peut se produire que sur le front social, il reste qu'elles sont une occasion d'explication et de propagande, un instrument indispensable de mesure de la progression de notre influence, en même temps qu'une garantie donnée par nous que la société socialiste s'appuiera sur des procédures de contrôle démocratique, qui d'ailleurs ne se limitent pas à des élections. Après l'expérience stalinienne, donner une telle garantie est indispensable. Cela suppose une politique assez générale de participation aux opérations électorales, sauf les cas d'institutions sans signification (participation aux assemblées Faure dans l'Université) ou de procédures truquées (certains référendums) ou encore de contexte politique incompatible avec une utilisation significative de la procédure électorale. Dans les autres cas, il faut conduire les batailles électorales avec rigueur, c'est-à-dire notamment les situer dans le déroulement logique d'un plan d'implantation. Telle était la signification de notre présence aux cantonales, avec les résultats très bénéfiques que les militants connaissent.

Mais une autre question reste posée : celle de



l'usage politique des mandats éventuellement acquis. Si leur exercice suppose le respect d'un certain nombre de règles formelles ou d'usages, il n'est pas question de laisser croire à nos mandants que la conquête d'un poste quelconque change quoi que ce soit au rapport réel des forces, au système de décisions mis en place par la bourgeoisie.

Les prochaines élections municipales nous posent donc le problème de définir la pratique politique qui devra être celle de nos élus : animation politique, agitation et propagande, appui sur des structures démocratiques de base, autogestion des équipements collectifs, information complète sur les mécanismes capitalistes en matière de spéculation foncière, de politique des promoteurs, d'urbanisation, enfin renforcement du parti lui-même et de ses moyens de lutte à partir de l'exercice des mandats.

Cette pratique politique de la campagne et du

mandat suppose que la lutte pour les municipales ne soit pas exclusivement centrée sur les problèmes locaux, mais rattachée sur tous les thèmes (décentralisation, fiscalité, cadre de vie...) à la bataille politique générale. Il faut donc savoir aussi définir des objectifs de rupture sur le plan municipal. Sur ce point encore, sections et fédérations devront tirer le bilan de leurs expériences, réfléchir, innover et apporter les matériaux d'une solide plate-forme municipale à partir de laquelle le problème des alliances pourra être posé avec plus de clarté. Il s'agit moins d'ailleurs de définir les organisations avec lesquels des alliances sont possibles (l'exclusion de toute alliance centriste ou socialiste-centriste est pour nous claire depuis longtemps) que de définir les conditions politiques minimales qui doivent servir de base à ces alliances. Ce sera encore une des tâches du Conseil National.

## Les formes d'organisation des luttes

L'objectif reste toujours de mener cette stratégie de luttes en tenaille (même en ce qui concerne la vérification électorale du rapport des forces) de la manière la plus large possible. Le parti ne peut songer à vaincre seul, il doit donc s'appuyer et orienter le mouvement spontané des masses partout où celui-ci met en cause le pouvoir à partir d'une base de classe claire.

Cela doit nous amener à reconnaître les formes d'orientation que se sont données la classe ouvrière et les couches sociales susceptibles de s'allier à elle, et à en discuter les orientations ou le détail des structures de l'intérieur plutôt que de l'extérieur. Tel est le sens que le B.N. et la D.P.N. ont voulu donner à leurs nombreuses interventions sur le problème des relations « partis-syndicats ».

Les dernières explications, données notamment dans les deux lettres à Georges Séguy et dans la réponse écrite à la « déclaration liminaire » du Bureau Confédéral de la C.F.D.T., paraissent avoir suffisamment clarifié les choses pour qu'on n'y revienne pas ici, sauf pour situer notre pratique des relations partis-syndicats dans le cadre général de notre lutte.

C'est dans le même sens que doivent être analysées nos relations avec les responsables paysans qui dirigent les luttes dans ce secteur. Plutôt que de chercher, dans les luttes, à nous distinguer de courants proches, mais plus flous, il nous a semblé essentiel de participer pleinement aux luttes de masse telles qu'elles sont actuellement

menées, même si ce n'est pas par nos propres militants, en espérant que leurs enseignements et le dialogue ouvert par nos militants en ces occasions amèneront de nombreux agriculteurs sur des positions proches des nôtres.

De la même manière, s'explique la recommandation instantane faite par le Bureau National au secteur étudiant du parti de conserver à l'U.N.E.F. son caractère de mouvement de masse ouvert à tous les courants qui ne sont pas directement liés à la bourgeoisie, ce qui supposait d'une part de ne pas en exclure l'U.N.E.F.-Renouveau. mais d'autre part, compte tenu des pratiques de cette dernière organisation, de prendre toutes dispositions politiques pour éviter, au congrès récent *et à terme* que l'U.N.E.F.-Renouveau ne s'assure le contrôle de l'U.N.E.F.

C'est de la même manière enfin que notre campagne « cadre de vie » prendra son plein développement quand se seront multipliées les organisations de masse locales capables de mener ce type de luttes.

Cette conception des luttes de masse en milieu ouvert et en dialogue réel avec les masses, sans direction bureaucratique, doit régir également nos rapports avec les autres organisations politiques. Il doit être clair que notre politique d'alliances est subordonnée à la clarté et à la puissance des actions de masse que ces alliances permettent.

Les résultats satisfaisants des diverses campagnes menées avec Lutte Ouvrière et avec la

Ligue Communiste ont permis que s'améliorent ensuite les conditions de notre débat politique avec ces organisations. L'initiative prise par le P.S.U. de multiplier localement les actions communes avec certains groupes révolutionnaires (L.O., L.C., H.R.), puis plus récemment de leur proposer à tous un débat de fond sur les objectifs, les formes d'action, la structure et le type de relations avec les masses du parti révolutionnaire à construire, doit permettre de faire apparaître les vrais clivages politiques au-delà du conservatisme des micro-appareils. Cette confrontation à engager sans complaisance, mais avec un esprit ouvert doit faire avancer la perspective du regroupement et de l'unification des forces révolutionnaires en France.

De la même manière, les quelques militants de la C.I.R. qui se situent sur des choix de classe fermes ne rejoindront le P.S.U. qu'à travers l'expérience d'actions communes répétées beaucoup plus que par des conversations persuasives.

Notre débat avec le Parti Communiste gardera ce même caractère. L'ouverture de discussions entre le Parti Communiste et notre Parti (discussions demandées par le P.C.) est évidemment de première importance. Elle est l'expression des contradictions dans lesquelles se débat le P.C., hésitant manifestement sur la ligne politique à suivre.

Dans ce débat, notre stratégie doit se développer à la fois à la base et au sommet : au sommet où se déroulent les négociations bilatérales, il s'agit pour nous de contraindre le P.C. à une véritable discussion sur la base de nos analyses et de notre stratégie, discussion dont la publication doit nous aider à faire avancer dans la masse des travailleurs les solutions révolutionnaires. Mais en même temps, il s'agit pour l'ensemble du parti d'amener à l'unité d'action, autour des objectifs qui sont les nôtres, les militants communistes à la base. Notre tactique vis-à-vis du P.C., mêle inextricablement la discussion au sommet et l'action à la base, l'une faisant avancer l'autre et vice versa. Dans les deux cas, il s'agit d'une tactique résolument offensive.

Il ne faut pas se leurrer sur la difficulté de ces nouveaux rapports avec le P.C. Ils correspondent de sa part à une volonté très claire qui consiste à essayer de sortir de ses contradictions en tentant d'aggraver les nôtres.

Le P.C.F. en effet n'a le choix qu'entre deux stratégies, mais aucune des deux n'a de chances sérieuses de succès.

La première serait qu'en cas de crise sociale très grave, la bourgeoisie réintroduise le P.C. dans la direction politique du pays, comme certains y songent en Italie, voulant utiliser son emprise sur de vastes couches populaires et sa capacité de réprimer ce qu'il appelle les menées gauchistes.

Quelques nationalisations seraient le prix d'une telle opération qui ne mettrait pas fondamentalement le régime en cause. Mais en fait la bourgeoisie française préférera certainement un régime de droite plus dur.

La seconde stratégie est donc la plus probable, c'est celle visant à la victoire d'une coalition électorale de gauche. Mais l'effritement de la social-démocratie et ses tentations centristes la rendent aléatoire. Et surtout cette stratégie n'est possible que si le P.C.F. peut effectivement amener la classe ouvrière à accepter la ligne socialement conservatrice que suppose ce type d'alliances. Or, les organisations révolutionnaires, si elles ne sont pas assez fortes pour donner une orientation aux luttes, le sont assez pour empêcher le P.C.F. d'imposer totalement la sienne.

Tout cela amène le P.C.F. à tenir compte de la montée révolutionnaire en durcissant son vocabulaire tout en intensifiant sa défense de l'ordre, de l'intérêt national et des situations acquises (cadres, enseignants). Ses contradictions, internes sont de ce fait aggravées.

C'est dans ces conditions que le P.C.F. a décidé d'ouvrir un débat de fond avec le P.S.U. en espérant :

- nous intégrer à sa politique de coalition électorale,
- nous couper des groupes révolutionnaires,
- développer des désaccords ou des contradictions au sein même de notre parti,
- enfin s'appuyer éventuellement sur le P.S.U. dans l'hypothèse d'une politique de répression aggravée.

Pour ces raisons notre ligne est simple :

- il faut faire progresser le débat avec les groupes de manière qu'il donne des résultats capables de peser sur notre discussion avec le P.C.,
- il faut refuser toute négociation électorale qui ne découlerait pas d'un accord explicite sur les objectifs de lutte politique à poursuivre à travers les campagnes et les mandats. Les municipales seront à cet égard un test décisif,
- enfin il faut mener la discussion de manière telle qu'apparaisse la faiblesse des positions du P.C.

Notre force relative dans ce débat vient en effet de ce que la position du P.S.U. est beaucoup plus homogène et beaucoup plus cohérente que celle du P.C. Encore faut-il que le Parti tout entier la traduise à tous les niveaux, et avec la même force à ses interlocuteurs communistes.

Tels sont aujourd'hui les différents axes de l'action engagée par la direction politique nationale du P.S.U. pour l'application des mandats donnés

par le VI<sup>e</sup> Congrès et dont le Conseil National doit préciser le contenu sur le contrôle ouvrier, sur le cadre de vie, et sur les élections municipales.

De cette ligne il ressort que le P.S.U. — organisation édifiant avec d'autres le parti révolutionnaire — refuse toujours de s'auto-proclamer dirigeant de la lutte socialiste, mais

entend jouer, selon l'expression de Gramsci, le rôle « d'intellectuel collectif » au service de la classe ouvrière et de ses alliés, assurant par sa réflexion, ses débats avec les autres courants et ses propositions, la convergence tactique et stratégique des luttes vers la prochaine victoire socialiste.